



**DECISION DU PRESIDENT DU SIRMOTOM**  
**PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**N°DC-2023-17**

**Objet : Contrat portant sur la fourniture, l'installation et maintenance/assistance triennale d'un défibrillateur avec la Société SCHILLER France SAS**

Le Président du SIRMOTOM,

**VU** Le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L.2122-23,

**VU** Le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L. 2122-1 et R.2122-8,

**VU** La délibération n°DC2020/34 du SIRMOTOM en date du 18 septembre 2020 relative aux délégations de l'assemblée délibérante au Président,

**Article 1 :** **DECIDE** de signer le contrat avec la Société SCHILLER France SAS, qui comprend :

- La fourniture d'un défibrillateur,
- L'installation et la mise en service avec l'initiation à l'utilisation du défibrillateur,
- Le contrat d'assistance et maintenance pour une durée de trois ans.

**Article 2 :** **PRECISE** que le montant du contrat s'élève à 1.360,79 € T.T.C. conformément aux prestations citées ci-dessus

**Article 3 :** **PRECISE** que ledit contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter du 05 juin 2023.

**Article 4 :** **CHARGE** Madame la Directrice du SIRMOTOM, le comptable assignataire et le représentant légal de la Société SCHILLER SAS, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 5 :** **DIT** que conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Syndical.



N°DC-2023-17

**Contrat portant sur la fourniture, l'installation et maintenance/assistance tri  
la Société SCHILLER France SAS**

Envoyé en préfecture le 13/06/2023

Reçu en préfecture le 13/06/2023

Publié le

ID : 077-257701748-20230608-DC2023\_17-AR

**Article 6 :** DIT que la présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Syndical.

**Article 7 :** CERTIFIE le caractère exécutoire de la présente décision par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité.

**Article 8 :** DIT que la présente décision :

- Sera transmise à Monsieur Le Préfet de Seine-et-Marne au titre du contrôle de légalité ;
- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du SIRMOTOM dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L.411-7 CRPA) ;
- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun par courrier ou sur le site Télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Président du SIRMOTOM si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Montereau-Fault-Yonne, le 08 juin 2023.

**Le Président du Syndicat,  
Yves JEGO**

